

association de pays, semblable au groupe de Lima (composé du Pérou, du Brésil, de l'Uruguay et de l'Argentine), pourrait apporter une aide diplomatique et financière à Contadora, sans pour autant y être intégrée. Quant à savoir s'il faut ou non constituer un groupe de soutien officiel, les participants ont fait valoir qu'il incombe à des tierces parties de fournir l'aide financière et technique nécessaire ainsi que les sources d'information et de consultation. Ils ont cependant répété que la volonté politique est indispensable et que les tiers doivent veiller "à ne pas soulever des questions techniques pour noyer les problèmes de fond". En ce qui concerne les priorités immédiates de Contadora, les participants ont précisé qu'il fallait régler les problèmes politiques en premier lieu, avant de s'intéresser à la coopération économique. Les pays tiers pourront aussi se préparer à signer ou à appuyer l'accord Contadora II; il faudra lancer immédiatement une "offensive multilatérale". "Il est primordial de maintenir Contadora en activité et de donner aux observateurs extérieurs l'impression qu'il progresse effectivement."

Les participants ont généralement convenu que la composition de Contadora devait rester la même, sauf que l'un d'entre eux a exprimé l'avis qu'il conviendrait "sans doute" de "dé-mexicaniser" le groupe pour le renforcer. Les délégués d'Amérique latine, plus particulièrement, se sont en outre opposés à une proposition antérieure qui recommandait de faire participer les États-Unis aux négociations de Contadora.

Enfin, on a rappelé l'importance de la "participation des éléments de base" dans le cadre des efforts de Contadora. Il est essentiel, a-t-on précisé, que les organisations non gouvernementales mènent des missions d'enquête et puissent accéder aux médias pour faire valoir que "Contadora est la seule solution possible".

2. *Mesures économiques*

Même si l'on s'est entendu pour dire que les priorités immédiates sont d'ordre politique et diplomatique, il importe de formuler des solutions économiques à moyen et à long terme. Les participants ont ainsi envisagé des remèdes tant au niveau mondial que régional. À l'échelle mondiale, il est indispensable d'alléger la "dette extérieure" des pays de la région et d'adopter des politiques qui favoriseront l'expansion des échanges commerciaux et la diversification des liens de dépendance. Au niveau régional, les participants ont insisté d'abord et avant tout sur la nécessité, pour ces pays, de parvenir à "l'autonomie collective" afin d'être moins tributaires de l'extérieur. La question est de savoir ce que peuvent faire